



CH de Barentin
CH du Belvédère
CH du Bois-Petit
CH de Darnétal
CH de Gournay-en-Bray
CH de Neufchâtel-en-Bray
CHU de Rouen
CH du Rouvray
CH d'Yvetot



**PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
ARTICLES R.2124-1 A 2 ET R.2161-1 A 5
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

**MAINTENANCE DES PORTES, PORTAILS ET
AUTRES SYSTEMES DE FERMETURES
AUTOMATIQUES OU SEMI-AUTOMATIQUES
DES ETABLISSEMENTS DU GHT
ROUENCOEUR DE SEINE**

**CHU DE ROUEN ETABLISSEMENT SUPPORT
« GHT ROUEN CŒUR DE SEINE »**

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	5
1.1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	5
1.2 PROCEDURE DU MARCHÉ PUBLIC	5
1.3 TYPE DE MARCHÉ PUBLIC.....	5
1.4 ALLOTISSEMENT	5
1.5 FORME DU CONTRAT	5
1.6 DUREE DU MARCHÉ PUBLIC.....	6
1.7 DELAIS D'EXECUTION	6
1.8 MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC	6
1.9 LA CO-TRAITANCE	7
1.10 LA SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 4 - CONDITIONS DE COMMANDE	8
4.1 EMISSION DES BONS DE COMMANDE	8
4.2 MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE	9
4.3 ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE.....	9
ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VERIFICATION	9
ARTICLE 6 - DELAIS D'INTERVENTION	10
○ PERIODICITE DES VISITES.....	10
○ DELAIS D'INTERVENTION	10
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
ARTICLE 8 - RESPONSABILITE	10
○ GARANTIE	10
○ ACCES – CONSIGNES	10
○ ASSURANCES.....	10
○ SIGNALISATION DES TRAVAUX	10
ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX.....	11
9.1 CONTENU DES PRIX	11
9.2 CLAUSE DE REVISION DES PRIX	11
9.3 PRIX PROMOTIONNELS	12
ARTICLE 10 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	12
11.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT – DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE.....	12
11.2 CONDITIONS DE REGLEMENT.....	13
12 PENALITES DE RETARD	14
13 RESILIATION	15
14 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	15
15 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	16
○ RESOLUTION AMIABLE	16
○ RESOLUTION CONTENTIEUSE - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	16
16 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confie à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen Normandie établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen Normandie établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de l'établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1^{er} niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché public

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective de portes, portails et autres systèmes de fermetures et de contrôle d'accès automatiques et semi-automatiques pour les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine à l'exclusion du CHU de Rouen.

Les établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » concernés par cette consultation sont indiqués dans l'annexe n° 2 au CCAP « Liste des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et informations relatives au paiement ».

Les titulaires réalisent les prestations demandées dans les conditions prévues au CCTP.

Le titulaire doit garantir le bon fonctionnement des installations, afin de permettre d'optimiser leur longévité, dans les meilleures conditions de sécurité, et d'assurer le dépannage de ces matériels dans les meilleurs délais.

Pendant toute la durée de la prestation de maintenance préventive ou curative, les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés et tous ses services doivent pouvoir fonctionner sans aucune perturbation 24H/24.

Par ailleurs, pendant toute la durée du marché, le titulaire devra prendre en compte une possible augmentation ou diminution du parc global des équipements.

Ces modifications éventuelles devront faire l'objet d'une modification du marché établi sur la base du marché d'origine et d'une mise à jour de l'inventaire.

1.2 Procédure du marché public

Le marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-1 à 2 et R.2161-2 à 5 du code de la commande publique.

1.3 Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : 1	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

1.4 Allotissement

Le Marché Public n'est pas alloti.

1.5 Forme du contrat

Conformément aux articles R.2162-2, R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique, le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande.

En application de l'article R.2162-4 1° du code de la commande publique, le marché public est conclu sans minimum mais avec un montant maximum de 200 000 € HT pour toute la durée de validité du marché public.

Cet accord-cadre est conclu à prix unitaires tels qu'indiqués dans les BPU.

Le marché public est mono-attributaire.

1.6 Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

1.7 Délais d'exécution

Les délais d'exécution et de livraison sont fixés au CCTP. Le titulaire est engagé contractuellement par ces derniers.

Ces délais commencent à courir à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

1.8 Modifications au marché public

Le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique.

1.9 La co-traitance

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Le mandataire du groupement représente jusqu'à la fin du marché public l'ensemble des opérateurs économiques vis-à-vis de la personne publique pour l'exécution du marché public.

Il est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique pour l'exécution du marché public. Il assure, sous sa responsabilité, la coordination des entreprises. Il pourvoit à la défaillance éventuelle de ses cotraitants et assume à ce titre la solidarité financière de leur remplacement.

1.10 La sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public sous réserve du respect des dispositions de la loi du 31 janvier 1975 relative à la sous-traitance dûment modifiée par la loi n°2001-168 du 11 décembre 2001 (loi MURCEF), et des articles L2193-1 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du Code de la Commande Publique.

Le Titulaire qui désire sous-traiter une partie de son marché public doit préalablement demander l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement au CHU de Rouen – établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine -, et ce avant tout commencement d'exécution.

A ce titre, il devra fournir les pièces suivantes : formulaires fournis par le CHU de Rouen (acte spécial de sous-traitance), formulaire DC4 (déclaration du sous-traitant).

La personne habilitée à engager le CHU de Rouen, sous réserve des dispositions de l'article R2193-4 du Code de la Commande Publique, pourra alors en cas d'accord accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial annexé au présent marché public.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement : « bordereau des prix unitaires »
 - L'annexe 2 à l'acte d'engagement « BPU pour les prestations d'usage normal »
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - L'annexe 1 au CCAP : Fiche pratique « Déposer une facture sur le portail Chorus Pro » ;
 - L'annexe 2 au CCAP : liste des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » et informations relatives au paiement ;
 - L'annexe 3 au CCAP : Codes services CHORUS GHT ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
 - L'annexe 1 au CCTP : Inventaire du patrimoine des établissements du GHT ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le mémoire technique du titulaire.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus, les commandes émis par les membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du marché public se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE COMMANDE

4.1 Emission des bons de commande

Conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par l'établissement concerné du GHT, au fur et à mesure des besoins.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par courriel ou télécopie. La date de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution.

Dès réception du bon de commande, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer en référence au BPU ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison des fournitures ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de l'établissement.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. L'établissement concerné du GHT ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

L'établissement concerné du GHT confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

4.2 Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

4.3 Annulation d'un bon de commande

L'établissement concerné du GHT peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VERIFICATION

Des opérations de vérification portant sur la qualité des fournitures seront destinées à constater que celle-ci répond aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 22 à 24 du CCAG-FCS.

Elles auront lieu en principe dans un délai de 15 jours à dater de la livraison. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

La fourniture et les prestations de service doivent être conformes aux stipulations du marché public, aux prescriptions des normes françaises et au marquage C.E.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues aux articles 24 à 25 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse d'une livraison et/ou prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, le CHU de Rouen pourra y faire face et décider d'une fourniture aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché public, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le CHU de Rouen pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 6 - DELAIS D'INTERVENTION

- **Périodicité des visites**

La périodicité d'intervention est définie au CCTP.

- **Délais d'intervention**

Les délais d'intervention sont définis au CCTP.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les conditions d'exécution des prestations sont décrites au CCTP.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITE

- **Garantie**

Sans objet.

- **Accès – Consignes**

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par l'établissement du GHT concerné.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

- **Assurances**

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, les Titulaires justifient qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

- **Signalisation des travaux**

Chaque fois que cela sera nécessaire, le titulaire devra, à ses frais, et après approbation par le client, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel du client de la présence de zones interdites.

En cas de carence du titulaire, ou en cas de danger, le client se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

9.1 Contenu des prix

Le marché public est traité à prix global et forfaitaire et à prix unitaires. Ces prix sont arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Les prix unitaires figurent au bordereau de prix unitaires.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au BPU.

9.2 Clause de révision des prix

Les prix initiaux sont fermes pendant toute la période de validité du marché (12 mois). Les prix sont révisibles par ajustement une fois par an, à compter de la deuxième période du marché, à la date d'anniversaire de la notification.

L'ajustement s'effectue lorsqu'une période est échue et s'applique à la nouvelle période de validité du marché.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au CHU Rouen Normandie, par tout moyen assurant sa réception (lettre recommandée avec accusé de réception, remise en mains propres ...), son nouveau tarif (ou barème), ou les liens internet permettant d'y accéder, avec un préavis d'au moins 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

L'acceptation par le CHU Rouen Normandie des nouveaux tarifs se fera par tout moyen assurant sa réception par le titulaire (lettre recommandée avec accusé de réception, remise en mains propres...). Les prix sont alors fermes pendant toute la nouvelle période de validité du marché.

La révision des prix s'opère en baisse comme en hausse par référence aux indices suivants et par application de la formule définis ci-dessous :

$$Cr = 0,25 + [0,75 \times I(n)/I(o)]$$

Cr = coefficient de révision

I(o) = indice en valeur du « mois zéros », correspondant à la date de remise des offres.

I(n) = indice en valeur connu au mois « de révision ».

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est :

Code 001565183-Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008

Dans l'hypothèse où les indices utilisés pour procéder à la révision des prix sont modifiés ou supprimés de telle manière que le titulaire n'est plus en mesure d'ajuster les prix, de nouveaux indices pourront être définis par avenant.

Clause butoir / clause de sauvegarde :

Le CHU Rouen Normandie se réserve le droit, le cas échéant, de résilier sans indemnité les parties non exécutées du marché à la date de révision des prix, si par rapport à l'année précédente, les nouvelles propositions conduisent à une augmentation des prix supérieure au taux de 5 %.

Si aucune proposition de révision n'a été remise dans le délai précité, les prix applicables resteront ceux communiqués lors de la remise des offres ou ceux issus de la dernière révision de prix en fonction de la période considérée.

L'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la formule de révision ci-dessus ne peut en aucun cas conduire à une augmentation des prix supérieure aux prix publics habituellement pratiqués par l'attributaire.

9.3 Prix promotionnels

Le Titulaire s'engage, au cours de l'exécution du marché, à informer le CHU Rouen Normandie des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer et à lui en faire bénéficier.

Il s'engage ainsi à communiquer par courrier, courriel, dont le CHU Rouen Normandie accusera réception :

- les produits et prestations concernés par la promotion ;
- la durée de l'offre promotionnelle ;
- le numéro du marché public ;
- les prix modifiés par la promotion.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses du marché public.

ARTICLE 10 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

11.1 Présentation des demandes de paiement – Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement concerné du GHT rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- **en annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe 1 au CCAP)**

- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé (cf annexe 3 au CCAP « codes services CHORUS »).

11.2 Conditions de règlement

11.2.1 Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de chaque établissement.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

11.2.2 Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, du bon de commande dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;

- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

11.2.3 Comptable

Les comptables assignataires chargés des paiements de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par cette consultation sont listés à l'annexe n°2 du CCAP.

11.2.4 Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou à l'établissement, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

11.2.5 Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique).

11.2.6 Retenue de garantie

Sans objet.

12 PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le Titulaire dépasse le délais d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités. Celles-ci sont appliquées soit sous forme d'un avoir sur la facture concernée, soit sous la forme d'un titre de recettes.

Le titulaire encourt des pénalités pour indisponibilité dans le cadre du présent marché selon les conditions suivantes :

- Lorsque le **délai maximum entre deux visites de maintenance semestrielle** dépasse 200 jours pour une même installation, éventuellement assorti de prolongation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable et quel que soit le montant de la prestation, une pénalité de retard calculée par application de la formule suivante pour chaque installation concernée, à déduire de la facture semestrielle :

$$P = V \times R / 100$$

P = montant des pénalités ;
V = montant annuel hors taxes indiqué au bordereau de prix de l'installation concernée ;
R = nombre de jours calendaires de retard ;

- **Dépassement du délai d'intervention pour dépannage classique** : Pénalité de 10 € pour chaque heure ouvrée de retard débutée au-delà du délai d'intervention pour lequel le titulaire s'est engagé dans son mémoire technique. Cette pénalité est limitée à 5 heures de retard.
- **Dépassement du délai d'intervention pour dépannage urgent** : Pénalité de 30 € pour chaque heure de retard débutée au-delà du délai d'intervention pour lequel le titulaire s'est engagé dans son mémoire technique. Cette pénalité est limitée à 5 heures de retard.
- **Dépassement du délai de réparation et de remise en fonctionnement opérationnel de l'installation** : Dépassement du délai de réparation précisé dans le bon de commande transmis. Pénalité de 30 € par jour calendaire de retard au-delà de ce délai. Cette pénalité est limitée à 7 jours calendaires.
- Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-GCS, à compter du 8^{ème} jour de retard, le pouvoir adjudicateur pourra **faire appel à une autre société aux frais et risques du titulaire** sans nécessairement résilier le marché aux torts du titulaire.
- Un retard d'exécution de 14 jours à dater du jour de la commande peut entraîner, si l'établissement le désire, **l'annulation de la totalité de la commande** restante.
- Dépassement de 72h pour la mise à jour du carnet d'entretien : pénalité de 5 € par jour de retard.
- Non fourniture d'un rapport annuel : 20 € par jour de retard au-delà des 200 jours.
- Livret d'entretien et registre de sécurité non rempli dans les délais : 30 €.
- Le non-respect des dates programmées de visite périodiques pourra entraîner une pénalité de cinquante euros (50 €) hors taxes par jour de retard.
- Le dépassement du délai d'intervention (suivant modalité de l'article 3.2) pourra entraîner une pénalité de cinquante euros (50 €) hors taxes par jour de retard.
- La pénalité appliquée pour la non-remise d'un compte-rendu de visite dans les délais contractuels est fixée à quatre-vingt-cinq euros (85 €) hors taxes par semaine de retard.

13 RESILIATION

Il est fait application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

14 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

15 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

○ Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code de la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – **Médiateur interne et Correspondant PME**

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

○ Résolution contentieuse - Compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

16 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il est dérogé au CCAG-FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Article 2	Article 4.1
Article 4.1	Article 3.7.1
Article 5	Article 36.1
Article 12	Articles 14.1.1, 36.1